

Il s'agit, comme on dit, de faire rôtir le mouton sans qu'il s'en aperçoive : d'administrer la preuve de la supériorité du secteur public sur le secteur privé, de grignoter petit à petit le secteur privé.

Mais, comme cela se passe dans le cadre de la légalité bourgeoise, et notamment du respect de la propriété privée des moyens de production qui en constitue l'un des piliers, bon nombre des 150 nationalisations auxquelles il a été procédé le furent avec rachat ou indemnisation. Dans ces conditions, *lorsque on demande aux travailleurs de produire d'abord, on devrait ajouter : produire pour racheter, produire pour indemniser !*

Et pour racheter quoi ? Indemniser qui ? Pour racheter des richesses qu'ils ont produites déjà de leur travail et de leur sueur et dont l'exploitation capitaliste les a dépossédés : *c'est une façon de racheter ce qui leur a été volé et de travailler double pour le même résultat.* Indemniser les exploités d'hier qui pourront aller investir ailleurs, dans des secteurs plus rentables où ils continueront à exploiter la classe ouvrière ; quand encore ils n'utiliseront pas une part de l'indemnisation pour entretenir des milices privées et des troupes mercenaires !

*Les travailleurs travaillent dur. Mais ils ne travaillent pas pour eux-mêmes : telle est la principale source de leur démobilisation et de leur désaffection prévisible à l'égard du régime. Comme ils produisent d'abord pour indemniser, le niveau de la consommation ne peut que se maintenir ou progresser lentement.* Les derniers temps, il s'est même dégradé du fait de l'inflation qui fait grimper les prix plus vite que les salaires. Du fait surtout du sabotage de la bourgeoisie qui stocke les produits pour affamer les masses, qui développe le marché noir, qui désorganise la distribution ainsi que l'a illustré l'exemple spectaculaire de la grève des camionneurs et des commerçants.

La volonté opiniâtre de l'UP de faire passer la mobilisation des masses par la porte étroite de la légalité bourgeoise explique bien des choses. Et d'abord la modération des mesures sociales prises.

Les nationalisations ont eu lieu à froid, souvent dans des secteurs déjà déficitaires comme les mines Schwager. En revanche, des secteurs-clefs du point de vue économique, social ou politique (comme la chimie, le bâtiment, le papier) n'ont pas été touchés. Elles ont été limitées à 150 entreprises sur plus de 30 000 entreprises privées que compte le Chili. Autant dire que les nationalisations chiliennes peuvent connaître le sort qu'ont connu les nationalisations françaises de la Libération : fournir au capital privé investi dans les branches de pointe de l'industrie une infrastructure prise en charge par l'ensemble des consommateurs et des contribuables, le faire bénéficier y compris de tarifs préférentiels comme c'est le cas en France à